

# **Noam Chomsky : une escalade militaire américaine contre la Russie n'aurait pas de vainqueurs**

jeudi 10 mars 2022, par [CHOMSKY Noam](#), [POLYCHRONIOU C.J.](#) (Date de rédaction antérieure : 1er mars 2022).

**L'invasion de l'Ukraine par la Russie a pris une grande partie du monde par surprise. C'est une attaque non provoquée et injustifiée qui restera dans l'histoire comme l'un des crimes de guerre majeurs du 21<sup>e</sup> siècle, affirme Noam Chomsky dans l'interview exclusive pour Truthout qui suit. Des considérations politiques, telles que celles citées par le président russe Vladimir Poutine, ne peuvent servir d'arguments pour justifier le lancement d'une invasion contre une nation souveraine. Face à cette horrible invasion, cependant, les États-Unis doivent choisir la diplomatie urgente plutôt que l'escalade militaire. Car cette dernière pourrait constituer un « arrêt de mort pour l'espèce, sans vainqueur », a déclaré Chomsky.**

**Noam Chomsky est internationalement reconnu comme l'un des intellectuels vivants les plus importants. Sa stature intellectuelle a été comparée à celle de Galilée, Newton et Descartes, car ses travaux ont eu une influence considérable sur une variété de domaines de recherche universitaire et scientifique, y compris la linguistique, la logique et les mathématiques, l'informatique, la psychologie, les études des médias, la philosophie, politique et affaires internationales.**

**C.J. Polychroniou : Noam, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a pris la plupart des gens par surprise, envoyant des ondes de choc dans le monde entier, bien qu'il y ait eu de nombreuses indications que Poutine était devenu assez agité par l'expansion de l'OTAN vers l'Est et par le refus de Washington de prendre au sérieux sa « ligne rouge » de demandes de sécurité concernant l'Ukraine. Pourquoi a-t-il décidé de lancer une invasion à ce moment précis ?**

**Noam Chomsky :** Avant d'aborder cette question, il convient d'établir quelques faits incontestables. Le plus crucial est que l'invasion russe de l'Ukraine est un crime de guerre majeur, se classant aux côtés de l'invasion américaine de l'Irak et de l'invasion hitlérienne-stalinienne de la Pologne en septembre 1939, pour ne prendre que deux exemples saillants. Il est toujours logique de chercher des explications, mais il n'y a aucune justification, aucune atténuation.

Passons maintenant à la question. Il y a beaucoup d'effusions extrêmement confiantes sur l'esprit de Poutine. L'histoire habituelle est qu'il est pris dans des fantasmes paranoïaques, agissant seul, entouré de courtisans rampants du genre familial ici des restants du Parti républicain qui se rendent à Mar-a-Lago pour la bénédiction du chef.

Ce flot d'invectives est peut-être exact. Mais d'autres possibilités pourraient peut-être être envisagées. Peut-être que Poutine voulait dire ce que lui et ses associé.e.s disent haut et fort depuis des années. Il se pourrait, par exemple, que « puisque la principale demande de Poutine est

l'assurance que l'OTAN ne prendra plus de membres, et en particulier pas l'Ukraine ou la Géorgie, il est évident que la crise actuelle n'aurait pas eu lieu, s'il n'y avait pas eu d'expansion de l'OTAN après la fin de la guerre froide, ou si son expansion s'était faite en harmonie avec la construction d'une structure de sécurité en Europe qui incluait la Russie. »

L'auteur de ces mots est l'ancien ambassadeur américain en Russie, Jack Matlock, qui les écrivait peu avant l'invasion. Il est l'un des rares spécialistes sérieux de la Russie dans le corps diplomatique américain. Il poursuit en concluant que la crise « peut être résolue facilement par l'application du bon sens... Selon toute norme de bon sens, il est dans l'intérêt des États-Unis de promouvoir la paix, et non le conflit. Essayer de détacher l'Ukraine de l'influence russe - le but avoué de ceux et celles qui militent pour les « révolutions de couleur » - était une course folle, et dangereuse. Avons-nous si vite oublié la leçon de la crise des missiles de Cuba ? »

Les options qui restent après l'invasion sont sombres. Le moins mauvais est le soutien aux options diplomatiques qui existent encore.

Et Matlock n'est pas seul. Les mémoires du chef de la CIA William Burns, un autre des rares spécialistes authentiques de la Russie, aboutissent à peu près aux mêmes conclusions sur les problèmes sous-jacents. La position encore plus forte du diplomate américain George Kennan a été largement citée tardivement, soutenue également par l'ancien secrétaire à la Défense William Perry, et en dehors des rangs diplomatiques par le célèbre spécialiste des relations internationales John Mearsheimer et par de nombreuses autres personnalités qui pourraient difficilement être moins soupçonnés de radicalisme.

Rien de tout cela n'est obscur. Des documents internes américains, publiés par WikiLeaks, révèlent que l'offre imprudente de Bush II à l'Ukraine de rejoindre l'OTAN a immédiatement suscité des avertissements sévères de la part de la Russie que la menace militaire croissante ne pouvait être tolérée.

Notons d'ailleurs l'étrange notion de « gauche », régulièrement attachée à ceux et celles qui n'expriment pas assez de scepticisme à l'égard de la « ligne du Kremlin ».

Le fait est, pour être honnête, que nous ne savons pas pourquoi la décision d'envahir a été prise, ou même si elle a été prise par Poutine seul ou par le Conseil de sécurité russe dans lequel il joue le rôle principal. Il y a, cependant, certaines choses que nous savons avec assez de confiance, y compris le dossier examiné en détail par ceux que je viens de citer, qui ont occupé des postes élevés à l'intérieur du système de planification américain. En bref, la crise couve depuis 25 ans, alors que les États-Unis ont rejeté avec mépris les préoccupations sécuritaires russes, en particulier leurs lignes rouges claires : l'inclusion de la Géorgie et surtout l'Ukraine dans l'OTAN.

Il y a de bonnes raisons de croire que cette tragédie aurait pu être évitée, jusqu'à la dernière minute. Nous en avons déjà discuté, à plusieurs reprises. Quant à savoir pourquoi Poutine a lancé l'agression criminelle en ce moment, nous pouvons spéculer à notre guise. Mais l'arrière-plan immédiat n'est pas obscur — on peut choisir de l'ignorer, mais on ne peut le contester.

Il est facile de comprendre pourquoi ceux et celles qui souffrent du crime peuvent considérer comme une indulgence inacceptable de se demander pourquoi il s'est produit et s'il aurait pu être évité. Compréhensible, mais erroné. Si nous voulons réagir à la tragédie de manière à aider les victimes et à éviter des catastrophes encore pires qui se profilent à l'horizon, il est sage et nécessaire d'en apprendre le plus possible sur ce qui n'a pas fonctionné et sur la manière dont le cours aurait pu être corrigée. Les gestes héroïques peuvent être satisfaisants. Ils ne sont pas utiles.

Comme souvent auparavant, je me souviens d'une leçon que j'ai apprise il y a longtemps. À la fin des années 1960, j'ai participé à une réunion en Europe avec quelques représentants du Front de libération nationale du Sud-Vietnam (« Viet Cong », en langage américain). C'était pendant la brève période d'intense opposition aux horribles crimes américains en Indochine. Certains jeunes étaient tellement furieux et furieuses qu'ils et elles ont estimé que seule une réaction violente était une réponse appropriée aux monstruosité.s qui se déroulaient : briser des vitres sur Main Street, faire sauter un centre ROTC. À leur vue, faire moins équivalait à la complicité de crimes terribles.

Mais les Vietnamiens voyaient les choses très différemment. Ils et elles se sont fermement opposés à toutes ces mesures. Ils et elles ont présenté leur modèle de protestation efficace : quelques femmes debout en prière silencieuse devant les tombes des soldats américains tués au Vietnam. Ils et elles n'étaient pas intéressés par ce que les opposants américains à la guerre considéraient justes et honorables. Ils et elles voulaient survivre.

C'est une leçon que j'ai souvent entendue sous une forme ou une autre de la part des victimes de souffrances hideuses dans les pays du Sud, la cible principale de la violence impériale américaine. Une leçon que nous devrions prendre à cœur, adaptée aux circonstances. Aujourd'hui, cela signifie un effort pour comprendre pourquoi cette tragédie s'est produite et ce qui aurait pu être fait pour l'éviter, et pour appliquer ces leçons à la suite.

La question est profonde. Nous n'avons pas le temps d'examiner ici cette question d'une importance cruciale. Mais de manière répétée, la réaction à une crise réelle ou imaginaire a été de saisir un revolver plutôt qu'une branche d'olivier. C'est presque un réflexe, et les conséquences ont généralement été terribles - pour les victimes traditionnelles.

Il vaut toujours la peine d'essayer de comprendre, de réfléchir un pas ou deux à l'avance aux conséquences probables de l'action ou de l'inaction. Des truismes bien sûr, mais qui méritent d'être réitérés. Car ils sont si facilement rejetés en période de passion justifiée.

Bien sûr, il est vrai que les États-Unis et leurs alliés violent le droit international sans un clin d'œil. Mais cela n'atténue en rien les crimes de Poutine.

Les choix qui restent après l'invasion sont sombres. Le moins mauvais est le soutien aux options diplomatiques qui existent encore, dans l'espoir d'aboutir à un résultat pas trop éloigné de ce qui était très vraisemblablement réalisable avant l'invasion il y a quelques jours : une neutralisation de l'Ukraine à l'autrichienne, une version du fédéralisme à l'intérieur prescrit par l'accord Minsk II, signé puis ignoré par le gouvernement de l'Ukraine. C'est beaucoup plus difficile à atteindre maintenant. Et - nécessairement - avec une issue de secours pour Poutine, sinon les résultats seront encore plus désastreux pour l'Ukraine et tous les autres, peut-être de manière presque inimaginable.

C'est peut-être très éloigné de la justice. Mais depuis quand la justice a-t-elle prévalu dans les affaires internationales ? Est-il nécessaire de revoir l'épouvantable bilan une fois de plus ?

Qu'on le veuille ou non, les choix sont maintenant réduits à un résultat laid qui récompense plutôt que punit Poutine pour l'acte d'agression - ou à la forte possibilité d'une guerre terminale. Il peut être satisfaisant de conduire l'ours dans un coin d'où il se déchaînera en désespoir de cause - comme il le peut. Mais c'est à peine sage.

En attendant, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour apporter un soutien significatif à ceux et celles qui défendent vaillamment leur patrie contre des agresseurs cruels, à ceux et celles qui fuient les horreurs et aux milliers de Russes courageux et courageuses qui s'opposent publiquement au crime de leur État au péril de leur vie, une leçon pour nous tous et toutes.

Et nous devrions également essayer de trouver des moyens d'aider une classe beaucoup plus large de victimes : toute la vie sur Terre. Cette catastrophe s'est produite à un moment où toutes les grandes puissances, en fait nous tous et toutes, devons travailler ensemble pour contrôler le grand fléau de la destruction de l'environnement, qui fait déjà un lourd tribut, avec bien pire bientôt à venir, à moins que des efforts majeurs ne soient entrepris rapidement. Pour souligner l'évidence, le GIEC vient de publier la dernière et de loin la plus inquiétante de ses évaluations régulières sur la façon dont nous nous dirigeons vers la catastrophe.

Pendant ce temps, les actions nécessaires sont bloquées, voire inversées. Car des ressources indispensables sont consacrées à la destruction, et le monde est maintenant sur la voie d'étendre l'utilisation des combustibles fossiles, y compris le plus dangereux et le plus abondant d'entre eux, le charbon.

Une conjoncture plus grotesque pourrait difficilement être imaginée par un démon malveillant. Il ne peut être ignoré. Chaque instant compte.

**C.J.P. L'invasion russe est en violation flagrante de l'article 2(4) de la Charte des Nations Unies, qui interdit la menace ou l'usage de la force contre l'intégrité territoriale d'un autre État. Pourtant Poutine a cherché à offrir des justifications juridiques à l'invasion lors de son discours du 24 février. Et la Russie cite le Kosovo, l'Irak, la Libye et la Syrie comme preuve que les États-Unis et leurs alliés violent à plusieurs reprises le droit international. Pouvez-vous commenter les justifications juridiques de Poutine pour l'invasion de l'Ukraine et le statut du droit international dans l'ère de l'après-guerre froide ?**

**N.C.** Il n'y a rien à dire sur la tentative de Poutine d'offrir une justification légale à son agression. Son mérite est nul.

Bien sûr, il est vrai que les États-Unis et leurs alliés violent le droit international sans un clin d'œil. Mais cela n'atténue en rien les crimes de Poutine. Le Kosovo, l'Irak et la Libye ont cependant eu des implications directes sur le conflit ukrainien.

L'invasion de l'Irak était un exemple classique des crimes pour lesquels des nazis ont été pendus à Nuremberg - une pure agression non provoquée, qui a coûté un million de vies. Et un coup de poing au visage de la Russie.

Dans le cas du Kosovo, l'agression de l'OTAN (c'est-à-dire l'agression américaine) a été déclarée « illégale mais justifiée » (par exemple, par la Commission internationale sur le Kosovo présidée par Richard Goldstone) au motif que le bombardement avait été entrepris pour mettre fin aux atrocités en cours. Pourtant ce jugement était basé sur une inversion de la chronologie. Les preuves sont accablantes que le flot d'atrocités était la conséquence de l'invasion - conséquence bien prévisible, prédite, anticipée. De plus, des options diplomatiques étaient disponibles, [mais] comme d'habitude, ignorées en faveur de la violence.

De hauts responsables américain.e.s confirment que c'est principalement le bombardement de l'allié russe, la Serbie - sans même l'en informer à l'avance - qui a renversé les efforts russes pour travailler avec les États-Unis d'une manière ou d'une autre pour construire un ordre de sécurité européen post-guerre froide, un renversement accéléré avec l'invasion américaine de l'Irak et le bombardement par l'OTAN de la Libye, après que la Russie ait accepté de ne pas opposer son veto à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, que l'OTAN a aussitôt violée.

Les événements ont des conséquences, même si les faits peuvent être dissimulés dans le système de propagande.

Le statut du droit international n'a pas changé dans la période de l'après-guerre froide, même dans les mots, et encore moins dans les actes. Le président Clinton a clairement indiqué que les États-Unis n'avaient aucune intention de s'y conformer. La doctrine Clinton a déclaré que les États-Unis se réservaient le droit d'agir « unilatéralement si nécessaire, » y compris par « l'utilisation unilatérale de la puissance militaire » pour défendre des intérêts vitaux, tels que « garantir un accès sans entrave aux marchés clés, aux approvisionnements énergétiques et aux ressources stratégiques. » Ses successeurs également revendiquent le droit de violer la loi internationale en toute impunité.

Cela ne veut pas dire que le droit international n'a aucune valeur. Il existe une gamme d'applicabilité. C'est une norme utile à certains égards.

**C.J.P. Le but de l'invasion russe semble être de renverser le gouvernement de Zelenskii et d'installer à sa place un gouvernement pro-russe. Cependant, quoi qu'il arrive, l'Ukraine est confrontée à un avenir intimidant pour sa décision de devenir un pion dans les jeux géostratégiques de Washington. Dans ce contexte, quelle est la probabilité que les sanctions économiques amènent la Russie à changer sa position envers l'Ukraine - ou les sanctions économiques visent-elles quelque chose de plus grand, comme saper le contrôle de Poutine à l'intérieur de la Russie et les liens avec des pays comme Cuba, avec le Venezuela, et peut-être même avec la Chine elle-même ?**

**N.C.** L'Ukraine n'a peut-être pas fait les choix les plus judicieux. Mais elle n'avait rien à voir avec les options qui s'offraient aux États impériaux. Je soupçonne que les sanctions conduiront la Russie à une dépendance encore plus grande vis-à-vis de la Chine. À moins d'un sérieux changement de cap, la Russie est un État pétrolier kleptocratique qui s'appuie sur une ressource qui doit fortement diminuer, ou nous sommes tous et toutes fini.e.s. Il n'est pas clair si son système financier peut résister à une attaque brutale, par le biais de sanctions ou d'autres moyens. Raison de plus pour proposer une issue de secours avec une grimace.

**C.J.P. Les gouvernements occidentaux, les principaux partis d'opposition, y compris le parti travailliste au Royaume-Uni, et les médias d'entreprise se sont lancés dans une campagne antirusse chauvine. Les cibles incluent non seulement les « oligarques » russes, mais aussi des musicien.ne.s, des chef.fe.s d'orchestre et des chanteurs, chanteuses, et même des propriétaires de football, tels que Roman Abramovitch du Chelsea FC. La Russie a même été bannie de l'Eurovision en 2022 suite à l'invasion.**

C'est la même réaction que les grands médias et la communauté internationale en général ont manifestée envers les États-Unis après leur invasion et la destruction subséquente de l'Irak, ne le trouvez-vous pas ?

**N. C.** Votre commentaire ironique est tout à fait approprié. Et nous pouvons continuer d'une manière qui n'est que trop familière.

**C.J.P. Pensez-vous que l'invasion inaugurerait une nouvelle ère de contestation soutenue entre la Russie (et éventuellement en alliance avec la Chine) et l'Occident ?**

**N.C.** Il est difficile de dire où les cendres tomberont - et cela pourrait ne pas être une métaphore. Jusqu'à présent, la Chine la joue cool et essaiera probablement de poursuivre son vaste programme d'intégration économique d'une grande partie du monde dans son système mondial en expansion, incorporant il y a quelques semaines l'Argentine dans l'initiative Belt and Road, tout en surveillant ses rivaux se détruire.

Comme nous en avons déjà discuté, la contestation est un arrêt de mort pour l'espèce, sans

vainqueur. Nous sommes à un moment crucial de l'histoire de l'humanité. Cela ne peut être nié. Il ne peut être ignoré.

---

**C.J. Polychroniou**  
**Noam Chomsky**

*[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.*

---

**P.-S.**

Presse-toi À Gauche

<https://www.pressegauche.org/Noam-Chomsky-un-escalade-militaire-americaine-contre-la-Russie-n-aurait-pas-de>

Original version anglaise Truthout, traduction PTAG